

Référendum sur les barrages à Saint-Hilaire.

Le conseil communautaire de mercredi était le dernier avant les congés. La toute dernière question aura été celle de Gilbert Daniel, maire de Chèvreville, à propos du referendum sur l'arasement des barrages.

Pour Gibert Badiou, président communautaire, la communauté n'a pas à délibérer. « Un référendum local sur un sujet comme celui-là n'est pas légal. » Il estime que la ministre a dit cela comme elle aurait dit autre chose. « En dehors de la légalité, quelles questions se poser, quelles réponses apporter, comment on fait, quel périmètre à prendre ? »

Jacky Bouvet rejoint Gilbert Badiou sur les questions. « C'est à voir à l'échelon national. Quand les barrages arriveront en fin de course, qui paiera ? Je suis contre le referendum et opposé à ce que ce soit nos collectivités qui gèrent et assurent tout le problème financier. »

Gilbert Badiou a aussi des craintes sur une vidange d'une durée de deux ans. « Plus on rallonge le temps, plus on multiplie les risques. » Et autre question, La Mazure ? Que deviennent les salariés ? Une étude a été réalisée avec Les Maîtres du Rêve. On a demandé qu'elle soit traitée en priorité pour trouver les financements (Région, Europe, État) pour réaménager la Mazure.

Jean-Luc Rochefort trouve l'enquête publique choquante « On a l'avis des gens du Canada et d'autres pays. Et puis dans vos propos, on comprend que c'est déjà mort. Dites-nous ce que vous ferez à la Mazure quand il n'y aura plus d'eau ? » Gilbert Badiou répond : « On a travaillé avec les gens de la Mazure qui ont validé le projet. »

Jacky Bouvet affirme un sujet hypersensible : « L'arasement fait débat. C'est compliqué. Le pire serait qu'on se retrouve au milieu d'un gué sans aucun projet. » Les visites au ministère ont donné que, la première fois, le projet devait être exemplaire, la seconde, il devait être traité avec une oreille attentive et la troisième donne l'impression qu'on joue contre la monte. « Les barrages ne seront pas éternels. On se doit revenir à la bonne qualité de l'eau. Même fervents défenseurs des barrages, sommes-nous prêts à mettre la main à la poche et à payer des astreintes à l'Europe ? »

source : Ouest France / édition Avranches - sud Manche / vendredi 3 juillet 2015